



# Policy Brief n°2

## Les leviers de la croissance économique du Sénégal : le rôle des facteurs structurels

Par **Mouhamadou Bamba DIOP, Boubacar SANE**

### INTRODUCTION

Depuis l'indépendance, le Sénégal met en œuvre, à travers ses différents documents stratégiques, des politiques et programmes intégrés, dans une démarche inclusive. L'objectif consiste à assurer les conditions d'une croissance soutenue et durable à même de réduire significativement la pauvreté. Cependant, cette dernière décennie est caractérisée par des performances économiques insuffisantes pour réduire la pauvreté.

Ainsi, l'économie sénégalaise est peu performante par rapport aux autres pays africains qui ne possèdent pas d'abondantes ressources naturelles et enregistrent un taux de croissance moyen compris entre 5,8 % et 8,9%. Cette performance mitigée découle en partie de la Grande Récession (2007-2012). Par conséquent, la pauvreté n'a diminué que légèrement ces dernières années et avoisine 47%.

Depuis 2014, la croissance est repartie à la hausse avec des taux de plus de 6%. Un examen plus attentif de l'expérience sénégalaise révèle des

résultats macroéconomiques solides depuis de cette date. Cependant, la mise en œuvre des réformes structurelles a été lente et plusieurs repères structurels, notamment ceux qui concernent l'amélioration de la gouvernance économique, n'ont pas encore été mis en œuvre de façon satisfaisante<sup>1</sup>.

L'objectif de cette étude est de fournir une analyse systématique des performances de l'économie sénégalaise depuis 2000. Spécifiquement, il s'agit de faire une analyse comparative des leviers de la croissance économique. L'étude essaie de répondre à deux principales questions : **(i) Qu'est-ce qui explique les performances économiques insuffisantes depuis 2000 ? (ii) Quelle politique de croissance offre au Sénégal la meilleure opportunité de réaliser une croissance soutenue et durable afin d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire ?**

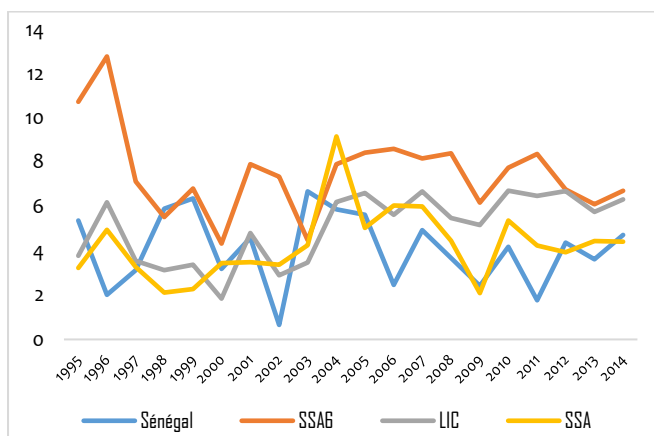
#### 1. Essoufflement du modèle de croissance

Le Sénégal a connu une croissance économique erratique au cours des vingt dernières années.

<sup>1</sup> FMI (2016) : « Deuxième revue de l'accord triennal au titre de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE) ». [www.plandev.sn](http://www.plandev.sn)

Elle a atteint moins de 4% par an en moyenne durant cette période. Cependant, l'ajustement du taux de change en 1994, accompagné de réformes économiques et l'alternance démocratique en 2000 ont renforcé la confiance des investisseurs. Ces résultats se sont traduits par un redressement de l'économie sénégalaise entre 1995-2005 avec un taux de croissance moyen de 5%. Ce rehaussement s'explique par un gain de compétitivité des industries exportatrices. Toutefois, depuis 2006, le rythme de la croissance a ralenti avec un taux de croissance annuel moyen de 3,5% entre 2010-2013, suivi d'une reprise à partir de 2015. Malgré les résultats satisfaisants de ces dernières années, la croissance économique du Sénégal reste toutefois inférieure à celle enregistrée par le groupe de pays d'Afrique subsaharienne ne possédant pas de ressources naturelles et réalisant des performances économiques : SSA6 (Burkina Faso, Tanzanie, Ethiopie, Ouganda, Rwanda et Mozambique) et les pays à faible revenu.

Figure 1 : croissance du PIB, 1995-2015

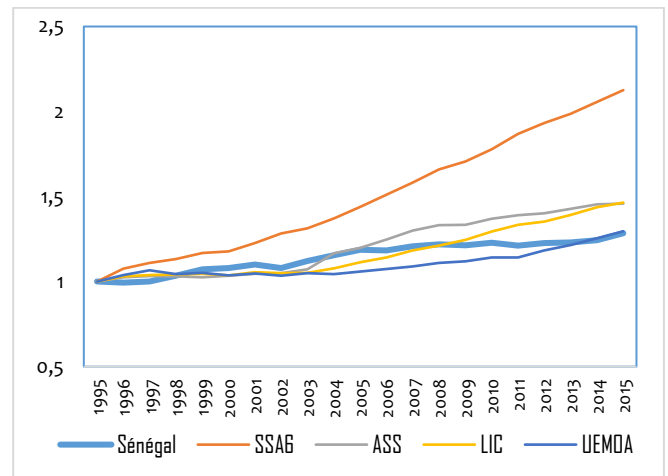


Source : auteurs, WDI

Avec une forte croissance démographique (2,5%), on note une absence de convergence des revenus du pays par rapport à l'Afrique subsaharienne. Le PIB connaît une progression lente et en deçà de celle notée dans les SSA6, en

Afrique subsaharienne et dans les pays à faible revenu.

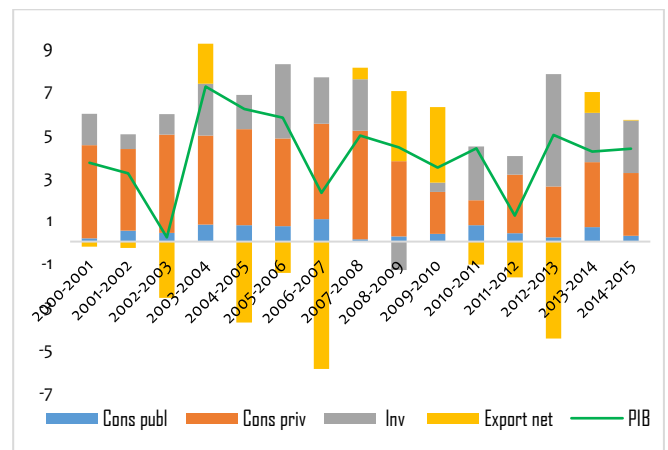
Figure 2 : PIB par habitant (\$ US constants de 2010), 1995-2015



Source : auteurs, WDI

Les performances enregistrées ces dernières années avec une reprise de la croissance économique (4,7% en 2014, 6,5% en 2015 et 6,7% en 2016) sont attribuables au renforcement de la demande intérieure tirée par l'investissement public dans l'énergie et les infrastructures.

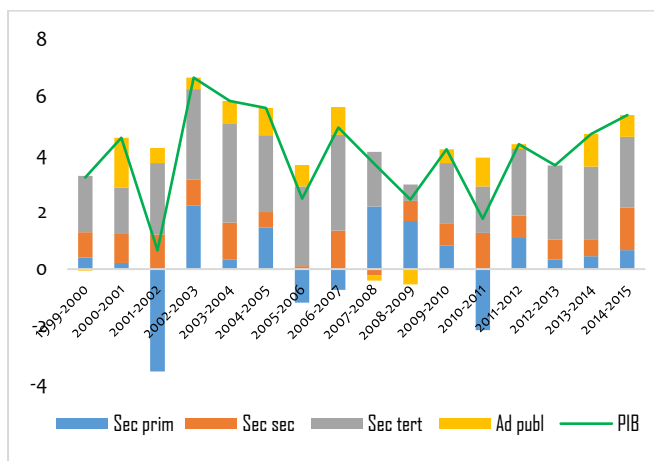
Figure 3 : contribution de la demande à l'évolution du PIB, 2000-2015



Source : Comptes nationaux, calcul des auteurs

Une décomposition sectorielle de la valeur ajoutée montre que les services constituent toujours le secteur le plus dynamique avec une contribution de 5,6%, tandis que le secteur secondaire, tiré par les BTP, a amorcé une reprise de 4,9% après la baisse constatée en 2013.

Figure 4 : contributions des secteurs à la croissance du PIB, 2000-2015



Source : Comptes nationaux, calcul des auteurs

Durant les deux dernières décennies, la faiblesse de la productivité totale des facteurs a grandement défavorisé la croissance économique du Sénégal. Une décomposition de la croissance par facteurs de production fait apparaître un déficit de la PTF sur la période 2006-2013 avant une reprise entre 2014-2017. Sa faiblesse constitue un obstacle majeur à la performance économique du Sénégal.

Tableau 1 : Décomposition de la croissance, 1995-2017

périodes	PIB	Capital	Travail	PTF
1995-2005	4,4%	1,3%	1,9%	1,1%
2006-2013	3,4%	1,7%	2,3%	-0,6%
2014-2017	5,8%	2,0%	2,5%	1,3%

Source : Comptes nationaux, calcul des auteurs

La contribution moindre de la PTF à la croissance tiendrait notamment aux performances des secteurs traditionnels de l'économie que sont l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail<sup>2</sup>. Pour expliquer ce phénomène, plusieurs éléments peuvent être mis en avant, parmi lesquels **l'insuffisance et l'inefficacité de l'investissement**, en particulier dans le secteur public, **la faiblesse du capital**

<sup>2</sup> FMI (2015b) : « Making Senegal a Hub for West Africa: Reforming the State, Building to the Future ».

<sup>3</sup> Sane B., DIOP M. B., Ndour C.T. et Kante O. (2017) : « La productivité totale des facteurs dans le secteur de

humain notamment l'éducation<sup>3</sup>, des institutions toujours extractives (faiblesse du capital social). Egalement, le poids du secteur formel explique la faiblesse de la productivité.

Une décomposition sectorielle de la productivité du travail indique que la période 1995-2005 a été plus productive.

Tableau 2 : contribution sectorielle à la productivité

	primaire	secondaire	tertiaire	total
1995-2005	-2,1%	4,1%	13,6%	15,6%
2006-2013	3,2%	1,4%	2,1%	6,7%
2014-2017	0,2%	1,4%	2,9%	4,5%

Source : calcul des auteurs, ANSD

L'indice de transformation structurelle permettant d'expliquer l'évolution de la productivité du travail dans une économie révèle **une transformation structurelle lente sur la période 2000-2017 en atteste l'évolution moyenne de l'indice (1%)**. Compte de tenu de cette lente transformation structurelle, le travail se déplace dans la « mauvaise direction » notamment vers le milieu informel (principalement le commerce) alors que les secteurs les plus productifs au Sénégal comme les services financiers et les activités immobilières ne sont pas intensifs en main d'œuvre<sup>4</sup>.

La contribution sectorielle à la transformation structurelle a été portée par le secteur tertiaire.

Tableau 3 : contribution sectorielle à la transformation structurelle

	secteur primaire	secteur secondaire	secteur tertiaire	total
1995-2005	-0,2%	-0,1%	1,2%	0,9%
2006-2013	-0,2%	-0,1%	1,4%	1,1%
2014-2017	-0,3%	-0,2%	1,4%	0,9%

Source : calcul des auteurs, ANSD

l'agriculture au Sénégal : tendance et déterminants », Direction de la planification, planning paper.

<sup>4</sup> DIOP M.B. (2012) : « Quels secteurs pour quelle croissance économique au Sénégal », DPEE

## 2. Trois groupes de leviers de la croissance

Le modèle économétrique utilisé a été conçu pour analyser les déterminants de la croissance économique en Amérique Latine et dans les Caraïbes<sup>5</sup>.

Les leviers de la croissance sont regroupés par catégories : les facteurs structurels (scolarisation, ouverture commerciale, institutions, crédit au secteur privé, infrastructures, dépenses publiques), la stabilisation (inflation, taux de change, crises bancaires) et les effets externes (termes de l'échanges, prix des matières premières).

### 3. Une croissance économique imputable aux facteurs structurels

Les résultats des estimations montrent que la croissance économique entre 2000-2013 est imputable à l'amélioration des **facteurs structurels**. La contribution de ces facteurs à la croissance du PIB par tête s'élève à 1,074% sur un total de 1,297%. Sur cette période, la stabilisation ainsi que les facteurs externes ont une contribution négative (-0,038 et -0,009% respectivement). La croissance du PIB par tête est également expliquée par le PIB par tête retardé avec une contribution de 0,27%.

Les investissements publics dans les infrastructures, une augmentation du crédit

octroyé au secteur privé, la qualité des institutions ainsi qu'une réduction de la consommation publique sont les leviers structurels de la croissance observée sur la période 2000-2013 même si le niveau de croissance est faible.

Tableau 4 : contribution des déterminants de la croissance

	2000-2013	2000-2004	2005-2009	2010-2013
Persistence	0,270	0,323	0,388	-0,071
Structurels	1,074	2,188	0,208	0,765
Stabilisation	-0,038	-0,057	-0,043	-0,007
Externes	-0,009	-0,080	-0,003	0,073
PIB/ tête (%)	1,297	2,373	0,549	0,761

Source : calculs des auteurs.

### 4. Des performances dans la maîtrise de l'inflation et la stabilité du secteur financier

Le modèle peut être utilisé comme un outil permettant de retrouver le chemin de la croissance économique. Pour chaque variable du modèle, la position du Sénégal est étudiée par rapport à l'Afrique subsaharienne et aux pays à revenu intermédiaire inférieur. Le 90ème centile des pays d'Afrique subsaharienne et le 75ème centile des pays à revenu intermédiaire sont les plus performants

<sup>5</sup> Araujo J., Brueckner M., Clavijo M., Vostroknutova E., and Wacker K. (2014): « Benchmarking the Determinants of Economic Growth in Latin America and the Caribbean », World Bank, Washington DC.

Tableau 5 : Benchmarking

Variables	Sénégal	Pays à faible revenu ou intermédiaire			ASS	
		25%	Médiane	Moyenne	75%	90%
PIB réel par habitant (ppp), US\$	1443,8	1443,3	2257,4	2247,3	3575,6	7389,2
Taux de change réel		40	47,7	49,2	60,2	40,7
Taux de scolarisation sec (brut, %)	27,9	42,2	55	54,9	82,1	86
Crédit au secteur privé (% PIB)	24,0	14,1	25,9	23,6	36,7	44,5
Ouverture		-0,2	0,1	0,1	0,3	0,4
Consommation publique (% PIB)	12,6	7,9	11	12,3	19,5	6,4
IPC, Inflation (annuel, %)	2,5	6	8,8	8,7	12	4,3
Lignes téléphoniques (100 pers)	2,3	1,3	4	3,4	8,8	7
Téléphone mobile (abonnés)	43,9	30	44,5	40	57,1	78
Crise bancaire (non=0; oui=1)	0,0	0	0	0	0	0
Polity2	7,2	8	14,5	11,1	19	19

Source : calcul des auteurs

Note : la performance d'un pays dépend de la variable en question. Pour les LMIC (pays à faible revenu ou intermédiaire), le 75<sup>ème</sup> centile est généralement la meilleure performance pour les variables ayant un impact positif sur la croissance (scolarisation, crédit octroyé au secteur privé, ouverture, lignes téléphoniques, institutions). Cependant, pour les variables ayant un impact négatif sur la croissance, le 25<sup>ème</sup> centile est la meilleure performance (taux de change, consommation publique, crise bancaire et inflation)

Il n'y a que **l'inflation et le secteur financier** où le Sénégal réalise des performances.

### 5. Une réforme du secteur privé est primordiale

Le modèle permet d'effectuer des projections. Il s'agit d'appliquer plusieurs politiques à la fois. Ainsi, trois scénarios de politique économique et leurs implications sont considérés. Comparée au benchmarking, cette approche a l'avantage de modifier simultanément plusieurs variables.

#### Scénario A : statu quo

Ce scénario est caractérisé par : (i) une continuité de l'investissement dans les infrastructures publiques et l'éducation et (ii) une augmentation de la consommation publique.

#### Scénario B : Réforme du secteur privé

Ce scénario est caractérisé par : (i) un ralentissement de l'investissement dans les infrastructures publiques substitué en partie par la participation du secteur privé; (ii) une

hausse de l'espace fiscal est utilisée pour financer l'éducation ; (iii) un développement du secteur privé facilité par une hausse du crédit octroyé au secteur (%PIB) et (iv) plus d'ouverture commerciale qui reflète la compétitivité.

#### Scénario C : accélération de l'investissement public

Ce scénario est caractérisé par : (i) une augmentation de l'investissement public dans les infrastructures ; (ii) une éviction du secteur privé et (iii) une consommation publique très élevée.

Tableau 6 : PIB par tête prévu

	Scénario A	Scénario B	Scénario C
PIB/tête (%)	2,102	4,904	4,044
Crois dem (%)	2,500	2,500	2,500
PIB (%) prévu	4,602	7,404	6,544

Source : calcul des auteurs

Le scénario B portant sur une réforme du **secteur privé** procure le meilleur résultat avec **7,4% de taux de croissance**.

## Conclusion

La progression lente du PIB résulte en partie de la faiblesse de la productivité des facteurs de production, des chocs exogènes et de la lenteur notée dans les réformes relatives au climat des affaires. D'après les résultats des estimations, les performances enregistrées depuis 2000 sont attribuables aux facteurs structurels. Pour une croissance forte et durable, une réforme du secteur privé est nécessaire comme le montre les résultats des scénarios. Ainsi, il faut une poursuite des

réformes structurelles à un rythme soutenu. Ces réformes viseront particulièrement: (i) une amélioration de l'efficacité de l'investissement public ; (ii) le secteur financier par un financement bancaire accru pour soutenir le secteur privé ; (iii) une amélioration du climat des affaires qui pourraient attirer l'investissement privé, en particulier les investissements directs étrangers ; (iv) une intégration à l'économie mondiale et (v) un relèvement du niveau d'éducation.

## Références bibliographiques

**Araujo J., Brueckner M., Clavijo M., Vostroknutova E., and Wacker K. (2014):** « Benchmarking the Determinants of Economic

**FMI (2015b):** « Making Senegal a Hub for West Africa: Reforming the State, Building to the Future ».

**FMI (2016):** « Deuxième revue de l'accord triennal au titre de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE) ».

Growth in Latin America and the Caribbean », World Bank, Washington DC

**DIOP M.B. (2012) :** « Quels secteurs pour quelle croissance économique au Sénégal », DPEE.

**Sane B., DIOP M. B., Ndour C.T. et Kante O. 2017) :** « La productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture au Sénégal : tendances et déterminants », Direction de la planification, planning paper.